



# GUIDE DU DEPOSANT

MODELE D'UTILITE

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>I- PRESENTATION DE L'OAPI :</b> .....	<b>4</b>
<b>II- TERRITOIRE OAPI</b> .....	<b>4</b>
<b>III- DU SENS DES MOTS</b> .....	<b>5</b>
<b>IV- DE LA DUREE DE PROTECTION</b> .....	<b>5</b>
<b>V – DES MODES DE DEPOT</b> .....	<b>5</b>
1°) Où et comment peuvent s'effectuer les dépôts ? .....	<b>5</b>
2°) Et si l'on réside hors du territoire OAPI ? .....	<b>5</b>
<b>VI – DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER</b> .....	<b>6</b>
Quels sont les éléments constitutifs d'une demande de certificat d'enregistrement de modèle d'utilité ? .....	<b>6</b>
<b>VII - TRANSFORMATION D'UNE DEMANDE DE BREVET EN UNE DEMANDE DE MODELE D'UTILITE</b> .....	<b>7</b>
<b>VIII - CAS DES DEMANDES INTERNATIONALES ( PCT)</b> .....	<b>7</b>
<b>IX- DELIVRANCE</b> .....	<b>7</b>
<b>X - MAINTIEN EN VIGUEUR DES DROITS</b> .....	<b>7</b>
<b>XI- RECOURS</b> .....	<b>8</b>
<b>ANNEXE I - DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT DE MODELE D'UTILITE MU201</b> ..	<b>9</b>
<b>ANNEXE II - POUVOIR DE MANDATAIRE</b> .....	<b>11</b>
<b>ANNEXE III - TAXES</b> .....	<b>12</b>
<b>DESIGNATION</b> .....	<b>12</b>
<b>ANNEXE IV - CONTACTS S N L</b> .....	<b>13</b>
<b>ANNEXE I V - LISTE DES MANDATAIRES AGREES</b> .....	Erreur ! Signet non défini.

## INTRODUCTION

L'inventeur, le déposant, ne sont pas toujours au fait des questions de propriété industrielle, encore moins des procédures liées à ces questions.

Bien au contraire, ils sont souvent des profanes mus par le légitime désir et la ferme volonté de voir protégé le fruit de leur créativité, de leur activité inventive ; l'enjeu pour eux étant de jouir de tous les avantages que cette protection leur confère.

Aussi, convient-il de mettre à leur disposition un outil pratique et simple pour leur éviter toute confusion. C'est l'objectif du présent guide.

Il se veut une réponse aux nombreuses questions que se pose le déposant ou l'inventeur, en ce qui concerne notamment les procédures liées au dépôt d'une demande de modèle d'utilité en territoire OAPI.

Nous espérons que ce guide leur sera utile.

**Anthioumane N'DIAYE**

**Directeur Général de l'OAPI**

## I- PRESENTATION DE L'OAPI :

L'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), a été créée par l'Accord de Bangui du 02 mars 1997 constituant révision de l'Accord de Libreville du 13 septembre 1962.

L'Organisation doit sa création au désir des Etats membres à protéger sur leurs territoires, d'une manière aussi efficace et uniforme que possible, les droits de propriété intellectuelle.

En matière de propriété industrielle, tel que le stipule l'Accord de Bangui en son article 1<sup>er</sup>, *...l'OAPI est chargée entre autres de mettre en œuvre et d'appliquer les procédures administratives communes découlant d'un régime uniforme de protection de la propriété industrielle ainsi que des stipulations des conventions internationales auxquelles les Etats sont parties.*

Ainsi, l'Organisation constitue pour chacun de ses Etats membres l'office national en matière de propriété industrielle et, à ce titre, administre et gère entre autres titres, la protection en ce qui concerne les certificats d'enregistrement de modèles d'utilité ou modèles d'utilité, qui font l'objet du présent guide.

Conformément aux textes en vigueur, l'OAPI est l'office national en matière de propriété industrielle pour chacun des Etats membres. A ce titre, elle est l'unique structure habilitée à délivrer des modèles d'utilité sur l'ensemble de ses Etats.

La délivrance d'un titre par l'OAPI donne automatiquement naissance à des droits valables dans l'ensemble des Etats membres.

Le modèle d'utilité délivré par l'OAPI couvre, à ce jour, quinze (15) pays africains (voir territoire OAPI).

## II- TERRITOIRE OAPI

- Le BENIN ;
- Le BURKINA FASO ;
- Le CAMEROUN ;
- Le CENTRAFIQUE ;
- Le CONGO ;
- La COTE-D'IVOIRE ;
- Le GABON ;
- La GUINEE ;
- La GUINEE-BISSAU ;
- Le MALI ;
- La MAURITANIE ;
- Le NIGER ;
- Le SENEGAL ;
- Le TCHAD et ;
- Le TOGO.

### III- DU SENS DES MOTS

Invention s'entend d'une solution à un problème technique. Le modèle d'utilité ou petit brevet est un titre conféré pour protéger une invention.

Peut constituer un modèle d'utilité, les instruments de travail ou les parties de ces instruments ou objets pour autant qu'ils soient utiles au travail ou à l'usage auquel ils sont destinés, grâce à une configuration nouvelle, à un arrangement ou à un dispositif nouveau et qu'ils soient susceptibles d'application industrielle.

**NB :** Le modèle d'utilité confère à son titulaire l'exclusivité de l'exploitation industrielle pendant un temps limité, sur un territoire donné.

### IV- DE LA DUREE DE PROTECTION

La durée de protection du modèle d'utilité délivré par l'OAPI est de huit (08) ans au maximum à compter de la date de dépôt.

### V – DES MODES DE DEPOT

#### 1°) Où et comment peuvent s'effectuer les dépôts ?

Une demande de certificat d'enregistrement de modèle d'utilité peut être déposée directement à l'OAPI ou à la Structure Nationale de Liaison avec l'OAPI (SNL) \*\*.

Les dépôts directs sont :

- effectués auprès du bureau chargé de l'accueil, à l'OAPI ;
- introduits, les jours fériés et en dehors des heures de travail, dans une boîte expressément prévue à cet effet, à l'OAPI ou ;
- envoyés par courrier adressé à Monsieur le Directeur Général de l'OAPI.

**N.B. :** *Tout ceci à la convenance du déposant.*

#### 2°) Et si l'on réside hors du territoire OAPI ?

Si l'on réside hors des territoires des Etats membres, on doit effectuer son dépôt par l'intermédiaire d'un mandataire agréé auprès de l'Organisation (voir liste de mandataires agréés en annexe).

Cependant, les nationaux peuvent aussi, s'ils le veulent, avoir recours aux services d'un mandataire.

---

\*\* Relais national de l'OAPI dans les Ministères chargés de l'Industrie de chaque Etat membre (voir contact en annexe).

## VI – DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER

### Quels sont les éléments constitutifs d'une demande de certificat d'enregistrement de modèle d'utilité ?

Une demande doit comprendre :

- a) une requête (formulaire MU201) à retirer à l'OAPI (voir modèle du formulaire en annexe) ;
- b) un pli cacheté renfermant en double exemplaire :
  - une description détaillée de l'objet de l'invention devant permettre à l'homme du métier de reproduire ledit objet ;
  - des revendications ;
  - des planches éventuelles de dessins ;
  - un abrégé descriptif de l'objet de l'invention.
- c) le justificatif de paiement des taxes exigibles \*\*\*
- d) un pouvoir de mandataire si le déposant est représenté par un mandataire.

Il est à noter que les dates de prise d'effet des règlements sont arrêtées comme suit :

MODE DE VERSEMENT	DATE DE PRISE D'EFFET
Mandat lettre	Date indiquée sur le cachet de la poste au départ
Mandat carte	Date indiquée sur le cachet de la poste au départ
Mandat télégraphique	Date indiquée sur le cachet de la poste à l'arrivée
Chèque bancaire	Date de réception à l'OAPI
Espèces	Date de versement à la caisse de l'OAPI
Virement	Date du crédit sur le compte OAPI
Versement en compte	Date du reçu du versement

**NB :** En cas d'incident de paiement d'un chèque, la date sera celle du règlement de régularisation.

- e) un pouvoir de mandataire si le déposant est représenté par un mandataire.
- f) Dans le cas d'une revendication de priorité, le déposant doit joindre à son dossier, au plus tard, dans un délai de six(6) mois à compter de la date de dépôt à l'OAPI :
  - un document de priorité (plus une traduction de celui-ci en français ou en anglais) indiquant le numéro et la date de la priorité revendiquée ainsi que le pays d'origine de cette priorité ;

\*\*\* Aucune demande n'est recevable si les taxes de dépôt et de publication ne sont acquittées(voir en annexe, les taxes)

- un document de cession de priorité (plus une traduction de celui-ci en français ou en anglais) par lequel le titulaire de la priorité antérieure permet au déposant de se prévaloir de ladite priorité.

## **VII - TRANSFORMATION D'UNE DEMANDE DE BREVET EN UNE DEMANDE DE MODELE D'UTILITE**

Quiconque a déposé une demande de brevet d'invention peut la transformer en une demande de modèle d'utilité avant un délai de 30 jours à compter de la signification par l'Organisation du rejet de la demande de brevet ou 4 ans à compter de la date de dépôt de la demande de brevet, le délai qui expire le plus tard devant être considéré.

## **VIII - CAS DES DEMANDES INTERNATIONALES ( PCT)**

Les demandes internationales sont déposées auprès de l'office récepteur, la date de dépôt étant celle attribuée par ledit office. Le bureau international (OMPI) tient lieu actuellement d'office récepteur pour l'OAPI.

Les demandes n'ayant fait l'objet que d'une recherche internationale (Chapitre I du PCT) doivent entrer en phase OAPI au plus tard dans un délai de vingt (20) mois à compter de la date de la priorité revendiquée.

Les demandes ayant fait l'objet d'un examen préliminaire international (Chapitre II du PCT) doivent entrer en phase OAPI au plus tard dans un délai de trente (30) mois à compter de la date de la priorité revendiquée.

## **IX- DELIVRANCE**

Lorsque toutes les exigences de procédure sont respectées et toutes les taxes exigibles acquittées, le modèle d'utilité est délivré.

Toutefois, sur requête du déposant, l'Organisation peut procéder à l'ajournement de la délivrance pour une période ne dépassant pas 12 mois à compter de la date de dépôt.

Cependant, ceux qui ont bénéficié de délais dans le cadre de la Convention de Paris ou d'autres conventions internationales auxquelles les Etats membres de l'OAPI sont parties, ne sauraient bénéficier du droit à l'ajournement.

## **X - MAINTIEN EN VIGUEUR DES DROITS**

Les droits rattachés à une demande de modèle d'utilité ou à d'un modèle d'utilité sont réputés en vigueur pour une période de cinq ans à compter de la date de dépôt.

La validité du titre peut être étendue à huit (08) ans, moyennant introduction d'une demande en prolongation au plus tôt six (6) mois et au plus tard un (01) mois avant la date d'expiration de la période suscitée de cinq (5) ans.

Dans le cas où cette prolongation n'a pas été demandée dans le délai imparti, la demande peut être encore reçue 6 mois après cette date butoire moyennant paiement d'une taxe de retard.

Au-delà de ce délai de grâce de 6 mois, le modèle d'utilité est déchu. Toutefois, le titulaire ou ses ayants droit peuvent obtenir le rétablissement des droits selon une procédure de restauration auprès de l'Organisation. Pour les modalités de restauration, adressez-vous à la SNL, à votre mandataire ou directement à l'OAPI, selon les cas.

Pour les demandes internationales, la date d'échéance de la prolongation sera à un mois de la 5<sup>ème</sup> année anniversaire de la date du dépôt international.

## **XI- RECOURS**

Toute décision de rejet d'une demande de modèle d'utilité est susceptible d'un recours auprès de la Commission Supérieure des Recours. La décision de ladite Commission est sans appel.



## ANNEXE I

## DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT DE MODELE D'UTILITE

MU201

REQUÊTE	CADRE RESERVE A LA SNL	CADRE RESERVE A L'OAPI
<p>Le Soussigné dépose la présente demande conformément à l'annexe II de l'Accord de Bangui:</p>	<p><b>PV n° :</b> du : Fait à : Pays : visa</p>	<p>Date de réception : Date de dépôt : N° de dépôt :</p>
<p><b>(RUBRIQUES I A X A REMPLIR PAR LE DEPOSANT OU LE MANDATAIRE)</b></p> <p><b>I. PCT</b></p> <p>N° : Date : N° WO : Date WO :</p>		<p>Visa</p>
<p><b>II. TITRE DE L'INVENTION :</b></p> <p><b>Instrument pour couper les régimes de bananes</b></p>		
<p><b>III. DEPOSANT(S)</b> <input type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique</p>		
<p>Nom et Prénoms : WAFFO Atanga</p>		
<p>Adresse(s)(pays) : 551 , des bananiers Santchou, Cameroun</p>		<p>Domicile(pays) : <b>Cameroun</b></p>
<p>N° de téléphone (le cas échéant) :</p>	<p>Adresse de télécopieur :</p>	<p>Adresse électronique :</p>

**IV. AUTEUR(S)**

Nom et Prénoms : Maïmouna Guidado

Adresse : 41, rue de la savane Bamenda - Cameroun

**V. MANDATAIRE**

Nom et Prénoms : Cabinet LES SEPT COLLINES

Adresse : 74 , rue du Mont Cameroun Limbé - Cameroun

N° de téléphone (le cas échéant) :

Fax :

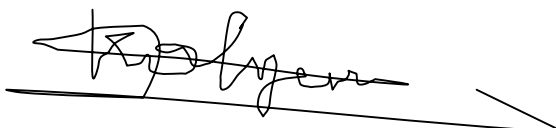
Adresse électronique :

<b>VI. PRIORITES CONVENTIONNELLES REVENDIQUEES</b>			
NATURE DE DEMANDE	LA PAYS D'ORIGINE DE LA PRIORITE	DATE(S) ET N°S DE DEPOT	AU(X) NOM(S) DE : (A préciser)
<b>VII. TRANSFORMATION D'UNE DEMANDE DE BREVET D'INVENTION (le cas échéant)</b>			
<b>DEMANDE DE BREVET D'INVENTION</b>			
N°:	DATE:	AU(X) NOM(S) DE :	
<b>VIII. DEMANDE INITIALE EN CAS DE DIVISION</b>			
DATE :		N° :	

**IX. SIGNATURE DU DEPOSANT OU DU MANDATAIRE, LE CAS ECHEANT**

Nom du signataire en caractères d'imprimerie : KALO Jean

Fait à : Limbé -, le : 25/12/1999

**SIGNATURE ET CACHET**


## ANNEXE II

## POUVOIR DE MANDATAIRE

## POWER OF ATTORNEY

Je(Nous) / I(We)

WAFFO Atanga

551 , des bananiers

SANTCHOU, Cameroun

autorise(autorisons) par la présent / do hereby authorize

Cabinet LES SEPT COLLINES

Adresse : 74 , rue du Mont Cameroun Limbé - Cameroun

à me (nous) représenter en qualité de / **to represent me (us)**

déposant(s), titulaire(s) de brevet ou de modèle d'utilité / patent applicant(s) or utility model proprietor(s)

**Intitulé : Instrument pour couper les régimes de bananes**

A agir en mon(notre) nom dans toutes les procédures auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle pour tout ce qui concerne le dépôt de demande de brevet ou de modèle d'utilité ou en ce qui concerne un brevet délivré ou un modèle d'utilité enregistré

to act for me(us) in all procedings before the African Intellectual Property Organization concerning application of patent or utility model or granted patent or registered utility model

? A encaisser tout versement en mon(notre) nom

To receive paiments on my(our) behalf

? Le pouvoir peut être délégué.

*Substitute powers of attorney may be given*

? Par la présente, je révoque (nous révoquons) tous les pouvoirs concernant la (les) demande(s) ou le(les) brevet(s) modèles d'utilité ci-dessus.

I(We) hereby revoke all previous powers of attorney in respect of the above applications or patents or utility models.

Lieu / Place Santchou

Date / Date

21/11/1999

Signature(s) / Signature(s)



Prière aussi de dactylographier le(s) nom(s) du (des) signataire(s)

Please also indicate by typewriter the name(s) of signatory(ies).

## ANNEXE III - TAXES

DESIGNATION	Coût en CFA	Valeur en FF
Taxe de dépôt :	60 000	6 000
Taxe de publication :	145 000	1450
Taxe de priorité, par priorité :	25 000	250
Taxe de longueur <sup>2</sup> (description+revendications+planches de dessins) :		
- de 11 à 20 pages-----	65 000	650
- de 21 à 30 pages-----	100 000	1000
- de 31 à 40 pages-----	135000	1350
et ainsi de suite, à raison de 35 000 FCFA par tranche supplémentaire de 10 pages.		

<sup>2</sup> Formule de calcul de la taxe de longueur :  $TL = 65\,000 \text{ F CFA} + (n-2) \times 35\,000 \text{ FCFA}$   
n = nombre de tranches de 10 pages ou planches, pour  $n \geq 2$ .

## ANNEXE IV - CONTACTS S N L

### BENIN

**CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**  
(Ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises)  
Fax : (229) 33 15 20/30 30 24  
Tél. : (229) 30 16 46/30 01 07/31 02 40/30 30 24 B.P. 363  
COTONOU

### BURKINA FASO

**DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**  
(Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)  
Tél. : (226) 31 25 42/ 31 44 93  
Fax : (226) 30 73 05/31 84 97/31 17 30/32 48 28  
B.P. 514 OUAGADOUGOU

### CAMEROUN

**SERVICE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DE LA TECHNOLOGIE**  
(Ministère du Développement Industriel et Commercial)  
Tél. : (237) 23 13 35/22 25 12  
Fax : (237) 22 27 04/ 22 66 79  
YAOUNDE

### CENTRAFRIQUE

**SERVICE NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DE LA NORMALISATION**  
(Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé)  
Tél. : (236) 61 30 69  
Fax : (236) 61 76 53/61 58 88 B.P 1988 BANGUI

### CONGO

**ANTENNE NATIONALE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**  
(Ministère du Développement Industriel, Chargé de la Promotion du Secteur Privé National)  
B.P. 2120  
BRAZZAVILLE

### COTE D'IVOIRE

**OFFICE IVOIRIEN DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**  
(Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises)  
B.P. V 65 ABIDJAN  
Tél. : (225) 22 66 21/21 40 57  
Fax : (225) 21 64 74/22 84 94

### GABON

**DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**  
(Ministère du Commerce et du Développement Industriel)  
Tél. : (241) 76 38 97/76 79 02/76 34 21  
Fax (241) 72 15 38/74 59 78/76 34 21  
B.P. 237 LIBREVILLE

### GUINEE

**SERVICE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**  
(Ministère de la Promotion du Secteur Privé, de l'Industrie et du Commerce)  
B.P. 468 CONAKRY  
Tél. (224) 41 17 20 / 41 45 19/41 52 22  
Fax : (224) 41 25 42/41 39 90

### GUINEE BISSAU

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
SECRETARIAT D'ETAT AU COMMERCE, A L'INDUSTRIE, AU TOURISME ET A L'ARTISANAT**  
Av. 3, De Agosto-CX A – Postal 85 BISSAU  
Tél. : (245) 22 22 75 / 22 22 76  
Fax (245) 20 11 71 / 22 10 01

### MALI

**DIVISION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DE LA NORMALISATION**  
(Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat)  
Tél. : (223) 22 57 56/22 06 63/22 43 87/22 87 50/22 80 58  
Fax : (223) 22 61 37/23 02 67  
B.P. 1759 BAMAKO

### MAURITANIE

**DIRECTION DE L'INDUSTRIE**  
(Ministère des Mines et de l'Industrie)  
Tél. : (222) 25 33 51/25 33 37/25 39 97  
Fax : (222) 25 35 82/25 32 25  
B.P. 387 NOUAKCHOTT

### NIGER

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**  
(Ministère du Commerce et de l'Industrie)  
Tél. : (227) 73 34 67/73 59 07/73 29 74  
Fax : (227) 73 27 59/73 59 07 B.P. 11700 NIAMEY

### SENEGAL

**SERVICE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DE LA TECHNOLOGIE**  
(Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Industrie)  
Tél. (221) 8 22 99 94/8 22 04 43/8 35 11 52  
Fax (221) 8 23 14 04  
104, rue Carnot, B.P. 4037 DAKAR

### TCHAD

**DIVISION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DE LA TECHNOLOGIE**  
(Ministère du Développement Industriel, Commercial et Artisanal)  
Tél. : (235) 51 21 79/51 56 56/51 45 26  
Fax : (235) 52 27 33  
B.P. 424 N'DJAMENA

### TOGO

**STRUCTURE NATIONALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (SNPIT)**  
(Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement de la Zone Franche)  
Tél. : (228) 21 29 07/ 21 29 09/21 29 71/21 29 01/21 05 52  
21 22 89/21 13 55/21 40 13/22 10 08  
Fax : (228) 22 49 13/21 05 72  
B.P. 831 LOME

## ANNEXE V

### LISTE DES MANDATAIRES AGREES

**Cabinet CAZENAVE**

B.P N° 500

Tel. (237) 21 32 89

Fax (237) 20 64 14

Telex S/C Cab.Pub. 1140

**YAOUNDE (Cameroon)**

**Cabinet Me SIDIBE Moussa Samba**

B.P N° 1549

Tel./ Fax (223) 21 23 83

**BAMAKO (Mali)**

**Cabinet EKANI-CONSEILS**

B.P N° 4797 OR 5852

Tel. (237) 22 26 62

Fax (237) 22 26 60

**YAOUNDE (Cameroon)**

**Cabinet Thierno GUEYE**

**TG Services**

56, AV. Faidherbe-B.P N° 5503

DAKAR FANN

Tel (221) 822 35 38/822 56 78

Fax : (221) 822 19 91

**DAKAR (Senegal)**

**Cabinet J. EKEME**

B.P N° 6370

Tel./ Fax (237) 31 67 53

**YAOUNDE (Cameroon)**

**Cabinet Bilingue MARY CONCILIA**

**ANCHANG**

830, rue 1771, face BAT BASTOS

B.P 6262

Tél : (237) 20 97 76

Fax (237) 20 85 70

**YAOUNDE ( Cameroun)**

**GCI INTERNATIONAL**

B.P 213 CIDEX 3

Tel./ Fax (225) 32 18 78

**ABIDJAN (Côte d'Ivoire)**